

TERRASSES INSTALLEES SUR LE DOMAINE PUBLIC

Cahier des charges

Article 1 : Objet du cahier des charges

Le présent cahier des charges a pour objet de définir les modalités d'attribution des autorisations d'occupation du domaine public communal pour l'installation de terrasses ainsi que les conditions d'établissement et d'exploitation de celles-ci, dans le respect des dispositions du règlement de voirie communal.

Chapitre I - Attribution des autorisations

Article 2 : Définitions

Une terrasse ouverte est une occupation, à titre temporaire, précaire et révocable, à usage commercial, du domaine public, et dans l'emprise de laquelle sont disposées de manière cohérente des tables et des chaises destinées à accueillir les clients de l'établissement titulaire de l'autorisation d'occupation, et éventuellement un certain nombre d'accessoires tels que parasols, stores, porte-menus...

Article 3 : Types de terrasses autorisées

Trois types de terrasses sont autorisés :

3-1 Sur trottoir

Elles sont déployées au droit de l'établissement si la configuration du domaine public le permet, notamment si la largeur des trottoirs est suffisante pour être aux normes d'accessibilité.

3-2 Sur place

Elles sont déployées sur des places situées en face des établissements. Ces autorisations ne sont possibles que si l'établissement est séparé de la place par une voie piétonne ou par une seule voie de circulation routière automobile, à sens unique.

3-3 Sur stationnement

L'établissement porteur du projet doit se situer directement devant la zone de stationnement et non en face de celle-ci.

Ces demandes seront accordées à titre dérogatoire et feront l'objet d'un examen spécifique, en fonction de la morphologie et de l'usage principal de la rue, des conditions de sécurité, de la nécessité ou non de maintenir du stationnement.

Article 4 : Conditions d'attribution des autorisations

Toute installation d'une terrasse sur le domaine public doit préalablement faire l'objet d'une autorisation municipale préalable.

Elle ne peut être délivrée qu'aux exploitants de fonds de commerce autorisés et exerçant à titre principal une activité de débits de boissons, restaurants, glaciers, boulangeries, sandwicheries, traiteurs, pâtisseries, salons de thé sur place et situés en rez-de-chaussée ouverts au public et dont la façade et l'entrée principale donnent sur la voie publique.

L'occupation du domaine public ne doit pas compromettre la sécurité des usagers de la voie ni l'accès aux immeubles riverains.

Les autorisations d'occuper le domaine public ne constituent pas un droit. Elles sont délivrées à titre temporaire, précaire et révocable. Elles sont délivrées sous réserve du respect, par leur titulaire, des dispositions du présent règlement et des autres règles de salubrité, sécurité et tranquillité publiques.

Le titulaire prend toutes les mesures utiles pour que les bruits résultant de l'exploitation et de la fréquentation de son établissement ne soient, à aucun moment, une cause de gêne anormale pour le voisinage.

Le titulaire d'une autorisation de terrasse doit l'exploiter lui-même et il lui est interdit de sous-louer l'emplacement de la terrasse.

L'exploitant doit mettre à disposition de sa clientèle un nombre suffisant de sanitaires correspondant à l'augmentation de la capacité d'accueil du public dans l'établissement.

Conformément aux exigences d'accessibilité pour tous, les terrasses sont aménagées de sorte à être accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Les limites de l'emprise autorisée sont matérialisées au sol par l'autorité municipale, sous forme de clous de géomètre aux angles.

Article 5 : Forme et contenu de la demande d'autorisation

Le dossier de demande d'autorisation doit impérativement comporter les pièces suivantes :

- ☐ Le formulaire de demande d'occupation du domaine public complété, daté, signé mentionnant les dimensions souhaitées et le nombre d'éléments souhaités
- ☐ Un plan d'implantation au 1/100^{ème} indiquant notamment la largeur du trottoir, la longueur de la façade, les ouvertures, la présence d'éléments fixes tels que arbres, feux tricolores, candélabres...
- ☐ Une photographie récente de la façade de l'établissement
- ☐ L'extrait Kbis de moins de 3 mois mentionnant la consommation sur place
- ☐ Une copie de l'assurance responsabilité civile de l'exploitant attestant notamment qu'il est couvert pour les dommages pouvant être causés au mobilier utilisé sur la terrasse, ainsi que pour les dommages pouvant être causés par ce mobilier à l'immeuble abritant son établissement, aux immeubles riverains (en cas d'incendie, notamment) au domaine public et à ses usagers ainsi qu'à ses clients.
- ☐ Le dossier doit également comporter les indications adéquates et détaillées sur l'aspect de la terrasse, les matériaux utilisés ainsi que le mobilier et les accessoires envisagés. En cas de création nouvelle ou de renouvellement de terrasse, l'exploitant doit fournir le devis décrivant le mobilier.

Le dossier de demande d'autorisation doit être déposé 1 mois avant la date d'occupation souhaitée.

Pour la première année, toute demande doit comporter un dossier complet. Pour les années suivantes, les personnes qui ont bénéficié d'une terrasse l'année précédente et sollicitant une autorisation dans les mêmes conditions, remplissent un formulaire de demande simplifiée.

Le renouvellement doit être sollicité par écrit, en respectant les délais suivants :

- 10 jours avant la date de son échéance, en cas de renouvellement simple, sans modification de la terrasse ;
- 1 mois avant la date de son échéance, en cas de modification de la terrasse (emprise, configuration, mobilier, etc.).

Article 6 : Forme et contenu de l'autorisation

L'autorisation est délivrée sous forme d'une permission de voirie. Elle fixe la durée de l'autorisation, la longueur et la largeur de l'emprise accordée, le nombre, la taille et le type de mobilier autorisé à l'intérieur de l'emprise ainsi que toute autre disposition qui s'avérerait nécessaire. Les autorisations de terrasses sur trottoir sont valables pour une année, reconductible de façon expresse.

Article 7 : Caractère incessible de l'autorisation

L'autorisation ne comporte aucun droit de cession ni de sous-location. Lors d'une cession d'un fonds de commerce, d'un changement ou d'une cessation d'activité, il appartient au titulaire de l'autorisation d'en aviser l'administration ; l'autorisation est alors abrogée de plein droit. Le nouveau propriétaire ou gérant doit effectuer une demande pour obtenir une nouvelle autorisation qui ne lui est pas due de droit.

Chapitre II – Dimensions et horaires d'exploitation

Article 9 : Emprise de la terrasse

Le titulaire de l'autorisation doit respecter l'emprise de la terrasse figurant dans l'autorisation délivrée.

Tout projet de modification de l'emplacement de terrasse doit être préalablement soumis à l'approbation expresse de la ville.

Les terrasses ne doivent ni constituer un obstacle visuel à la lisibilité de la rue, ni porter atteinte à la sécurité ou à la commodité de passage et notamment :

- respecter les limites autorisées en largeur et longueur des terrasses ;
- ne pas gêner l'accès, la circulation des piétons et des véhicules de secours, ainsi que des personnes à mobilité réduite ;
- laisser libre l'accès aux immeubles ;
- préserver la tranquillité des habitants.

Afin de ne pas gêner le fonctionnement de l'espace public, tous les composants des terrasses doivent être placés à l'intérieur des limites autorisées et ne pas en sortir, en l'absence comme en présence des clients.

Article 10 : Largeur

La largeur de la terrasse sur trottoir est adaptée afin que soit laissé un passage pour la circulation des piétons de 1,40 mètre minimum. La largeur de ce passage peut être augmentée en fonction de la densité de circulation des piétons et de la configuration des lieux.

Cette largeur pour la circulation des piétons est notamment calculée en tenant compte des obstacles fixes tels que panneaux de signalisations, potelets, arbres, mobilier urbain, etc.

La largeur des terrasses sur stationnement ne peut excéder la largeur de la place de stationnement.

Article 11 : Longueur

La terrasse sur trottoir est implantée au droit de la façade de l'établissement et ne peut excéder la longueur de celle-ci, déduction faite de la largeur du passage permettant l'accès au commerce.

De même, en cas d'implantation sur des places de stationnement, la terrasse est implantée au droit de la façade de l'établissement et ne peut excéder la longueur de celle-ci.

Lorsque la terrasse se situe sur une place et n'est pas déployée directement contre la façade sa longueur peut excéder celle de la façade, dans les limites fixées par la Ville du Port-Marly.

Article 12 : Eclairage

Les terrasses peuvent être éclairées par des foyers extérieurs autonomes, autorisés à condition d'apporter une valeur qualitative à l'espace public.

Prenant en compte la loi sur la pollution lumineuse, aucun luminaire ne devra être orienté vers le ciel. Seuls sont autorisés, comme des points isolés, des lampadaires, lampes sur table, le tout en parfaite harmonie.

Article 13 : Horaires d'exploitation

Les horaires d'exploitation sont fixés par la permission de voirie individuelle accordée à chaque établissement exploitant une terrasse.

Les exploitants de terrasses doivent prendre toutes les dispositions pour qu'à l'heure de fermeture prévue, le mobilier (tables, chaises, etc...), composant leur terrasse ouverte ait été rangé en veillant au respect de la tranquillité des riverains.

Cette disposition s'applique même en cas d'autorisation de fermeture tardive autorisée de l'établissement.

Chapitre III - Composition des terrasses

Article 14 : Dispositions générales

Les terrasses doivent respecter une harmonie de formes et de couleurs avec les différents éléments constitutifs de l'établissement principal (façades, vitrines, enseignes, mobilier, ...).

Les inscriptions publicitaires et les enseignes sont interdites sur tous les éléments composant la terrasse et présents sur son emprise.

Tous les éléments présents sur la terrasse devront être entretenus régulièrement et maintenus propres et en bon état. Ils doivent être remisés en cas d'intempéries telles que des vents forts.

Article 15 : Les composants de la terrasse

15-1 Aménagement des terrasses

Du fait du caractère temporaire, précaire et révocable de l'autorisation d'occupation du domaine public, les terrasses doivent être uniquement composées d'éléments et de mobiliers facilement démontables et/ou déplaçables : planchers bois, tables et chaises, brise-vent, paravents, parasols, etc.

Les structures ne pourront en aucun cas être équipées de barrières ou de toit : seuls les parasols et les toiles sont autorisés, ainsi que les barrières mobiles et amovibles.

15-2 Tables et chaises

Il est préconisé d'utiliser un seul modèle (dimensions et couleurs) de table et de chaise sur une même terrasse. Un mélange de modèles de table et de chaise pourra être autorisé si le mobilier est assorti et présente une cohérence d'ensemble.

Les tables hautes et les tonneaux transformés en tables ne sont pas autorisés lorsqu'ils ne sont pas accompagnés de places assises.

D'une manière générale, tous les sièges et les tables en plastique moulé et les sièges de type publicitaire sont interdits.

15-3 Porte-menu ou chevalet

Un seul porte-menu ou chevalet faisant office de porte-menu posé au sol est autorisé par établissement et par entrée en cas d'entrées multiples. Ces derniers doivent être positionnés uniquement dans l'emprise de la terrasse.

Un porte-menu ou un chevalet présente exclusivement une liste des plats et/ou boissons servis par l'établissement avec leur tarif.

Toute installation d'un porte-menu ou d'un chevalet posé au sol doit être indiquée dans la demande d'autorisation mentionnée à l'article 6 du présent règlement.

Les porte-menus au sol doivent s'inscrire dans un rectangle de 0,50 mètre de largeur et de 1,00 mètre de hauteur maximum, qu'il s'agisse de porte-menus traditionnels montés sur pieds, de silhouettes, de panneaux simples ou de panneaux à double pans. La hauteur des chevalets ne doit pas dépasser un mètre. Ces derniers ne devront comporter aucune inscription publicitaire.

15-4 Stores et parasols

Toute installation de stores et parasols doit être indiquée dans la demande d'autorisation mentionnée à l'article 6 du présent cahier des charges.

Aucune partie de la protection solaire, structure porteuse ou toile des stores ou parasols ne doit se trouver à moins de 2,10 mètres au-dessus du sol. Le plastique n'est pas autorisé. La structure doit être en métal ou en bois.

De manière générale les stores et parasols présentant des motifs, des publicités ou des enseignes sont interdits.

Les teintes des toiles doivent être en harmonie avec les couleurs principales de la façade de l'établissement et doivent être de couleur unie ou à rayures régulières en deux tons maximum.

L'emploi de toiles plastiques brillantes est interdit.

Les stores à enrouleur double devront impérativement avoir une ossature discrète composée selon un axe et les toiles devront respecter les dispositions ci-dessus. Autant que possible l'implantation de ces structures se fera parallèlement à la façade, en cas d'implantation sur le trottoir au droit de l'établissement.

15-4 Dispositifs mobiles de délimitation

15-4-1 Jardinières

L'exploitant souhaitant installer des délimitations avec des jardinières est dans l'obligation de les fleurir avec des fleurs naturelles ou de les planter d'arbustes naturels qui devront être entretenus régulièrement par l'exploitant.

L'installation de jardinières est soumise au respect des règles suivantes :

- elles doivent être plantées toute l'année ou être mises en place à partir du 15 mai et jusqu'au 15 octobre si elles ne sont pas installées à l'année ;
- elles sont destinées à recevoir uniquement des végétaux, il est interdit d'y installer des fleurs en plastiques ;
- les déchets qui peuvent s'y trouver (papiers, mégots, etc...) doivent être enlevés sans délai par l'exploitant ;
- les jardinières ne doivent présenter ni graffiti ni affichage ;
- elles doivent être entretenues et arrosées régulièrement par l'exploitant. Les services de la ville ne pourront être sollicités pour les entretenir ;
- en période hivernale, le stockage et nettoyage incombe à l'exploitant.

Toute installation de jardinières doit être indiquée dans la demande d'autorisation mentionnée à l'article 6 du présent règlement. Cette demande sera examinée au regard des dimensions, des matériaux des jardinières et des plantations.

15-4-3 Séparations

Les séparations entre terrasses et les brise-vents ne sont autorisés que sur les terrasses implantées sur une place.

Les séparations doivent être mobiles, amovibles et démontables.

Elles devront être transparentes de préférence et constituées de matériaux de qualité.
Elles ne pourront présenter une partie basse opaque que sur une hauteur maximale de 1 mètre.

15-5 Appareils de chauffage

Les appareils de chauffage sont proscrits.

15-6 Revêtement de sol

Pour les terrasses ouvertes autres que celles implantées sur un sol en stabilisé, la pose d'un revêtement de sol amovible, mobile et démontable ne pourra être mis en place que dans les cas suivants :

- si le sol ne présente pas une qualité d'aménagement suffisante (absence de planéité, matériaux meubles, sol salissant ou générant de la poussière) ;
- le sol présente une pente importante ne permettant pas une utilisation normale de la terrasse ;
- l'espace inclut une surface de stationnement avec dénivelé de la bordure de trottoir.

Les terrasses implantées sur un sol en stabilisé devront être équipées d'un revêtement afin que le sol soit protégé et puisse respirer. Le revêtement sera de préférence en platelage bois. Il devra être réhaussé pour assurer la correcte respiration du sol en stabilisé. Il devra être muni d'un évidement au niveau du caniveau d'écoulement des eaux pluviales.

Le revêtement devra être accompagné de l'installation de barrières latérales du côté de la circulation des véhicules en cas d'implantation sur des places de stationnement.

Tout projet de mise en place d'un plancher doit être signalé dans la demande d'autorisation de terrasse présentée dans les conditions prévues à l'article 6 du présent cahier des charges. Cette demande sera examinée en fonction du type de terrasse et de la configuration des lieux. Les planchers doivent être maintenus en constant état de propreté et être démontés au terme de l'autorisation de terrasse et le sol nettoyé.

Le revêtement de sol devra en tout état de cause être aisément amovible et démontable dans le respect du délai de 72 heures fixé à l'article 21.

Article 16 : Remisage

Le mobilier doit être rangé à l'intérieur de l'établissement pendant les heures de fermeture de la terrasse, dans le cas des terrasses sur trottoir ou places de stationnement.

Toutefois, dans le cas où le commerçant n'a pas cette possibilité, il pourra demander à bénéficier d'une dérogation s'il est prouvé que le mobilier ne peut être stocké à l'intérieur de l'établissement. Cette dérogation devra être sollicitée dans la demande d'autorisation visée à l'article 5.

Le mobilier peut rester stocké dans l'enceinte d'une terrasse implantée sur une place, excepté si la commune demande l'enlèvement de la terrasse pour une manifestation publique, la réalisation de travaux ou tout autre motif d'intérêt général.

Le matériel ainsi entreposé sur une terrasse doit être empilé et muni d'un équipement empêchant le mobilier de tomber. Il ne doit pas constituer une entrave à la circulation publique, ni constituer un danger pour le public (éléments saillants...).

Le mobilier stocké sur le domaine public demeure sous la garde de l'exploitant et reste sous sa responsabilité. Ce stockage est effectué à ses risques et périls.

Pendant les périodes de fermeture pour congés d'été de l'établissement, le domaine public doit impérativement être libéré.

Article 17 : Entretien

Les éléments composant la terrasse doivent être entretenus de façon permanente et remplacés si nécessaire pour ne pas présenter de phénomènes d'usure (toile défraîchie ou déchirée, mobilier cassé, peinture écaillée, plantation négligée...).

La surface exploitée et les abords des terrasses doivent être maintenus propres en permanence.

Il est interdit d'effectuer des dépôts de toute sorte sur les trottoirs et chaussées. Il appartient à l'exploitant d'assurer la propreté des lieux en n'y entreposant lui-même aucun déchet et en veillant à ce qu'aucun de ces clients ne le fasse.

En cas d'infraction dûment constatée, après mise en demeure non suivie d'effet, l'enlèvement des déchets sera effectué par les services techniques. L'exploitant sera tenu de s'acquitter du coût d'enlèvement des dépôts sauvages et de nettoyage de la voirie, selon le barème fixé par délibération du Conseil Municipal.

Les ordures ménagères et les déchets relevant du tri sélectif doivent être disposés dans les bacs roulants correspondants. Les bacs roulants ne devront pas occuper le domaine public en dehors des jours prévus pour la collecte des ordures ménagères et du tri sélectif, conformément à l'arrêté municipal portant règlement d'évacuation des déchets urbains.

Les bacs de collecte des ordures ménagères et de tri sélectif doivent être maintenus en bon état de propreté.

L'exploitant doit assurer le nettoyage du domaine public occupé par son établissement et assurer le ramassage des débris et mégots de cigarettes.

Des cendriers doivent être mis à disposition de la clientèle sur les terrasses.

En aucun cas les services de la Ville ne pourront être sollicités pour le nettoyage et l'entretien des terrasses et abords directs.

Pour rappel, les exploitants doivent maintenir en bon état de propreté leurs terrasses et les trottoirs au droit de leur façade. Ils doivent aussi nettoyer les ouvrages d'évacuation des eaux pluviales placés en travers des trottoirs, ainsi que les caniveaux bordant ceux-ci, de manière à maintenir en tous temps un bon écoulement des eaux.

En période de neige, de verglas ou de chute de feuilles, les trottoirs doivent être déneigés, sablés ou nettoyés. A défaut, leur responsabilité pourrait être engagée en cas d'accident.

Par temps de gel, les exploitants doivent, dans la mesure du possible, débarrasser les trottoirs de la neige et de la glace ou à défaut les rendre moins glissants en y répandant du sel, du sable ou de la sciure de bois qu'ils doivent balayer au dégel. Les trottoirs doivent être ainsi traités sur toute leur largeur au droit des entrées et sur au moins un mètre de large.

Chapitre IV – Perception des redevances

Article 18 : Redevances perçues sur les terrasses

Le titulaire de l'autorisation doit s'acquitter d'une redevance annuelle payable trimestriellement. Le montant des redevances est fixé par délibération du Conseil Municipal.

La facturation de la terrasse se fait sous forme d'un tarif calculé en fonction de l'emprise de la terrasse. Pour les terrasses implantées avec un revêtement de sol démontable, la redevance sera due pour l'année entière sauf pendant les périodes où la terrasse n'aura pas été exploitée pendant une période prolongée à la demande de la Ville du Port-Marly pour la réalisation de manifestations sur le domaine public.

En cas de demande en cours d'année le montant de la redevance dû est calculé au prorata temporis à compter de la date d'autorisation d'occupation du domaine public, tout mois entamé étant dû.

En cas de travaux réalisés sur le domaine public et nécessitant la suppression temporaire d'une terrasse, une réduction de la redevance sera appliquée au prorata temporis de la période

pendant laquelle le bénéficiaire de l'autorisation n'aura pas pu installer et exploiter sa terrasse, pour une suppression supérieure à un mois.

Le non-paiement de la redevance entraîne le retrait pur et simple de l'autorisation, sans préjudice des poursuites qui seront exercées pour le recouvrement des sommes dues.

Chapitre V – Police générale des terrasses et sanctions

Article 19 : Voies réservées aux véhicules prioritaires

Les voies réservées aux véhicules prioritaires doivent être à tout moment dégagées.

Les terrasses ne doivent en aucun cas empiéter sur ces voies.

L'accès des engins de secours doit être possible à tout moment, sans aucun obstacle fixe et en respectant les distances réglementaires (largeur 4 mètre).

Article 20 : Accessibilité aux services de nettoyage et de collecte des ordures ménagères

Les emprises ne doivent pas empiéter sur les caniveaux ou sur la chaussée sauf autorisations spécifiques.

Article 21 : Enlèvement d'une terrasse

La Ville du Port-Marly peut également prescrire une interruption temporaire de l'autorisation d'occupation du domaine public avec l'enlèvement provisoire des éléments composant la terrasse (y compris le cas échéant le revêtement de sol et les éléments de structure), à l'occasion de circonstances exceptionnelles (manifestations publiques, défilés, cortèges, travaux, etc.). Cette interruption se fera sans dédommagement financier autre que la non-application pendant la période concernée de la redevance prévue à l'article 18 et sera notifiée à l'exploitant dans le meilleur délai possible.

A compter de la notification par la ville, le bénéficiaire de l'autorisation devra procéder sous 72h à l'enlèvement provisoire de l'ensemble des éléments composant la terrasse (y compris le cas échéant le revêtement de sol et les éléments de structure).

Si le pétitionnaire n'a pas procédé à l'enlèvement de la terrasse dans les délais fixés, l'enlèvement sera exécuté d'office par la Ville du Port-Marly aux frais du pétitionnaire.

Article 22 : Sanctions

Les infractions au présent règlement sont susceptibles de faire l'objet de poursuites, conformément aux lois et règlements en vigueur, devant les tribunaux, sans préjudice des sanctions administratives auxquelles elles peuvent donner lieu.

L'Administration contrôle le respect des autorisations, des dispositions du présent règlement, de la propreté, de l'ordre public, et contrôle également, de manière générale, l'aspect des terrasses.

En cas de non-respect des dispositions du présent cahier des charges, des dispositions du règlement de voirie communal et/ou des dispositions de l'autorisation individuelle accordée, et/ou en cas de trouble à l'ordre public, les sanctions suivantes pourront être appliquées, selon la gravité des faits reprochés :

- avertissement écrit ;
- réduction des horaires d'exploitation de la terrasse ;
- suspension de l'autorisation pour une durée déterminée ;
- révocation après mise en demeure non suivie d'effet.

La révocation et le retrait sont prononcés sous forme d'arrêté municipal signifié par tout moyen légal à l'occupant. Celui-ci est alors tenu de faire cesser sans délai l'occupation et de remettre les lieux dans leur état primitif, sans indemnité.

Cette procédure administrative qui se déroule dans le respect des principes des droits de la défense et des règles du contradictoire, ne dispense pas le pétitionnaire de s'acquitter de la redevance due pour l'année concernée et ne préjuge en rien d'éventuelles poursuites pénales.

Article 23 : Occupation du domaine public sans autorisation

En cas d'occupation sans autorisation, l'infraction est constatée par procès-verbal dressé par des agents assermentés et signifié au contrevenant. Celui-ci doit alors déposer une demande d'autorisation sans délai.

Si l'autorisation lui est accordée, l'occupant sera tenu d'acquitter une redevance correspondant à la surface et à la durée de l'occupation illégale majorée de 100%.

Si l'autorisation est refusée, il est tenu de faire cesser sans délai l'occupation et de remettre les lieux dans leur état primitif. A défaut, la remise en état sera effectuée d'office aux frais du contrevenant, après mise en demeure non suivie d'effet ou sans délai s'il y a danger. Le contrevenant sera tenu d'acquitter, en sus des droits ordinaires, une redevance correspondant à la surface et à la durée de l'occupation illégale.

Article 24 : Remise en état des lieux

A la fin de l'occupation du domaine public, soit temporaire soit définitif, les lieux occupés devront être remis dans leur état primitif par les soins de l'occupant à ses frais. Ils devront être parfaitement nettoyés et débarrassés de tout dépôt, souillures et traces diverses.

Si des dégâts sont causés à la voirie communale, à ses dépendances et à ses annexes, les frais de remise en état sont imputables à leurs auteurs et leur sont facturés, en accord avec les services municipaux et sous leur contrôle.

Ceux-ci devront être réalisés conformément aux dispositions inscrites au règlement de voirie communal.

En cas de carence, après mise en demeure non suivie d'effet ou sans délai s'il y a danger, la remise en état des lieux seront effectuées par la Ville et aux frais de l'occupant.

Chapitre VI – Responsabilités

Article 25 : Responsabilité du titulaire de l'autorisation

Le titulaire de l'autorisation demeure responsable des accidents qui pourraient survenir du fait de son activité, et notamment sur l'emprise de la terrasse.

De même, il reste responsable des bruits, et d'une façon générale, de toutes les nuisances que son établissement ou sa clientèle peuvent causer au voisinage.

Article 26 : Travaux effectués sur le domaine public

L'Administration contrôle l'enlèvement effectif de la terrasse pendant la durée des travaux. Le titulaire de l'autorisation doit permettre et faciliter les interventions dans le cadre des travaux.

Article 27 : Dégâts divers

La responsabilité de l'Administration ne peut en aucun cas être recherchée par les bénéficiaires des autorisations en cas de dommages causés à leurs terrasses par les passants, dans quelque circonstance que ce soit, même en cas d'émeute.

Chapitre VIII – Dispositions finales

Article 28 : Exécution du cahier des charges

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville du Port-Marly, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent cahier des charges.